

Conseil scientifique

Gilles Andréani
Christian de Boissieu
Yves Boyer
Frédéric Bozo
Frédéric Charillon
Jean-Claude Chouraqui
Georges Couffignal
Alain Dieckhoff
Julian Fernandez
Robert Frank
Stella Ghervas
Nicole Gnesotto
Pierre Grosser
Pierre Jaquet
Christian Lequesne
Françoise Nicolas
Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Fabrice Picod
Jean-Luc Racine
Frédéric Ramel
Philippe Ryfman
Ezra Suleiman
Serge Sur

Rédaction

Rédacteur en chef
Serge Sur
Rédacteur en chef adjoint
Jérôme Gallois
Rédactrices-analystes
Céline Bayou
Ninon Bruguère
Secrétaire de rédaction
Anne-Marie Barbey-Beresi
Stagiaire
Pierre Tribolet

Cartographie

Thomas Ansart
Patrice Mitrano
Anouk Pettès
Antoine Rio
(Atelier de cartographie de Sciences Po)

Conception graphique

Studio des éditions de la DILA

Mise en page et impression

DILA
Contacter la rédaction :
QI@dila.gouv.fr

Retrouver
Questions internationales sur :



Questions internationales assume la responsabilité du choix des illustrations et de leurs légendes, de même que celle des intitulés, chapreaux et intertitres des articles, ainsi que des cartes et graphiques publiés.

Les encadrés figurant dans les articles sont rédigés par les auteurs de ceux-ci, sauf indication contraire.

L'Asie centrale est particulièrement mal connue en France, et pas seulement en France. Le présent dossier tente de lui apporter quelques éclairages. L'Asie centrale constitue un vaste ensemble géographique au cœur du continent eurasiatique, loin de la mer, loin des grandes voies de communication, globalement peu peuplé, aux confins des grands empires historiques, chinois, ottoman, perse, russe, et britannique à l'époque de la colonisation du sous-continent indien. Cet ensemble a cependant attiré l'attention voici un quart de siècle lorsque les anciennes républiques soviétiques ont pris leur indépendance et que l'Asie centrale s'est fragmentée en cinq États souverains, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan. Tous ont leur histoire, leur culture, leur identité propre, même s'ils sont en profondeur marqués par l'islam et par un héritage soviétique qui n'avaient pas fait trop mauvais ménage. Avant comme après cette indépendance, ils ont été voisins des tribulations de l'Afghanistan, des guerres successives qui l'ont affecté, intervention soviétique, guerre civile avec les talibans, intervention américaine à la suite des attentats du 11 septembre. Ils y ont été marginalement impliqués sans en être des acteurs.

Aujourd'hui, ces cinq États sont confrontés aux problèmes de leur développement. Leurs ressources suscitent plus d'intérêt immédiat de la part des grandes puissances extérieures que leur situation stratégique. Même si celle-ci est un enjeu à long terme, notamment entre la Chine et la Russie, on n'est plus au temps du Grand Jeu dans lequel les ambitions impériales britanniques et russes se confrontaient. Ils ont une politique étrangère marquée par une volonté de protection de leur indépendance, qui n'exclut pas les influences extérieures mais cherche à les contenir et à les équilibrer. Les interrogations qu'ils soulèvent sont plutôt d'ordre interne et communes à nombre d'autres États de leur environnement proche ou plus lointain – réussir une succession paisible des dirigeants dans le cadre de régimes autoritaires, personnalisés, claniques ; contenir l'islam radical dans la société ; utiliser de façon optimale leurs ressources naturelles ; sortir de l'enclavement de leurs territoires. Toutes ces préoccupations l'emportent sur le souci de la démocratie politique et des droits de l'homme. Les cinq États sont cependant membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et ainsi parties prenantes d'une institution qui, de Vancouver à Vladivostok, s'affiche comme leur protectrice.

Quant aux rubriques récurrentes, les « Questions européennes » s'attachent aux tendances indépendantistes en Espagne, tendances dont on connaît la force. Un référendum récent en Catalogne n'a pas réduit les tensions et c'est la solidité de plusieurs États membres de l'Union qui serait remise en cause par une décision d'indépendance. Elle ajouterait aussi de nouvelles difficultés à la cohésion de l'Union elle-même. Les « Regards sur le monde » se portent pour leur part vers le Venezuela post-Chavez dont les crises s'accumulent, dans le contexte d'un déclin plus général des gouvernements de gauche en Amérique latine. Dans ces incertitudes, rien cependant de comparable à l'apocalypse environnementale qu'anticipent pour notre édification nombre de films récents, et qu'analysent « Les questions internationales à l'écran ». Ils concourent à une prise de conscience des périls climatiques qui est amorcée et demande à être confirmée.

Questions internationales

Asie centrale : cinq États en quête d'avenir

L'immense espace terrestre qui s'étend d'est en ouest, de la mer Caspienne à la Chine du Nord, et du nord au sud, de la Russie méridionale à l'Iran et au Pakistan, constitue l'Asie centrale. Il comprend cinq États (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan). Certains y incluent l'Afghanistan, mais cet État dépend plutôt du sous-continent indien, et la rivalité indo-pakistanaise s'y manifeste depuis longtemps, indépendamment des tribulations du pays face à Moscou.

L'espace centrasiatique est la composante territoriale la plus vaste de l'ancien Empire soviétique – près de cinq millions et demi de kilomètres carrés, environ dix fois la France métropolitaine. Les États qui l'occupent ont accédé à l'indépendance au moment de la dislocation de l'URSS, voici vingt-cinq ans. Anciennes républiques de l'Empire soviétique, ils en ont conservé les noms, les populations, les territoires, les frontières, de sorte que la succession s'est opérée sans troubles majeurs. Le Kazakhstan a par exemple renoncé aisément aux armes nucléaires russes sur son sol, sans soulever de difficultés comme a pu le faire l'Ukraine.

Ce passage tranquille à l'indépendance diffère en effet des situations variées des autres anciennes républiques soviétiques. Du Nord à l'Ouest et au Sud, elles ont connu et connaissent un sort contrasté. Les pays baltes sont non seulement indépendants dans leurs anciennes limites, mais sont devenus membres de l'OTAN et de l'Union européenne, pointes avancées de la pénétration occidentale dans l'ancien espace soviétique. Ils conservent à l'égard de la Russie un mélange de crainte et de ressentiment, que l'enclave russe de Kaliningrad est là pour attiser.

Rien de tel pour la Biélorussie à l'Ouest qui reste très proche de la Russie, cependant que l'on connaît

les tourments de la relation entre l'Ukraine et la Russie, tourments qui vont jusqu'à l'affrontement armé et aux contestations territoriales. Le Caucase du Sud, autre territoire perdu par l'Empire, reproduit ces oppositions. La Géorgie est mutilée et hostile d'un côté, l'Arménie est proche de l'autre, tandis que l'Azerbaïdjan va son chemin, non sans tensions avec l'Arménie. La pression russe demeure puissante pour tous, mais dans le cas de l'Asie centrale elle n'est pas le seul trait commun qui rapproche des États par ailleurs très différents et attachés à leurs particularismes.

L'Asie centrale, un héritage partagé

– L'unité de l'Asie centrale, si elle existe, est en premier lieu **géopolitique**. Elle a été au demeurant un terrain d'élection de la géopolitique naissante. Le géographe britannique Halford Mackinder (1861-1947), l'un de ses premiers théoriciens, y voyait une composante essentielle du continent eurasiatique, de « l'île du monde », dont la maîtrise était pour lui la source de la puissance. D'où la référence au Grand Jeu, cet affrontement entre les Empires britannique et russe pour sa domination voici plus d'un siècle.

En réalité, l'Asie centrale a longtemps été un espace ouvert aux nomades, une périphérie des régions civilisées puis des empires sur leurs bords, d'Alexandre à l'URSS, une zone ouverte aux passages, incluant un immense parcours inhospitalier, une steppe qui n'était que le support de routes, dont la mythique route de la soie. L'Asie centrale, Balkans dilatés de l'Asie, en plus vide, en moins conflictuel, est une sorte de désert des Tartares, zone de contact et d'ennui.

Les cinq républiques d'Asie centrale



L'Asie centrale compte de nos jours moins de 70 millions d'habitants, à peine plus que la France, soit une densité moyenne dix fois moindre. Nombre de migrations d'est en ouest ont emprunté ses chemins. Certains leur imputent même la chute de l'Empire romain, des hordes barbares ayant entrepris leur longue marche vers l'Europe, repoussées par les troubles de l'espace chinois dans les premiers siècles de l'ère chrétienne.

La géopolitique, c'est aussi la guerre, une vision guerrière de pistes de conquêtes pour nomades entreprenants qui chassent devant eux, vers l'ouest, des populations variées. C'est en sens inverse une route de découvertes et de commerce, vers la Chine, ce dont témoigne *Le Livre des Merveilles* de Marco Polo. Dès avant, l'Asie centrale était encore un espace fabuleux, ouvert aux visions littéraires, poétiques et magiques, aux rêves enchantés des *Mille et Une Nuits*.

Boukhara, Samarcande, cités antiques d'Ouzbékistan, plongent la région dans l'Orient, avec les influences des civilisations arabe et indienne, mais

surtout du monde ottoman et du monde perse. L'Orient, c'est l'histoire profonde de l'Asie centrale. À des degrés divers suivant les pays, chacune de ces grandes et anciennes civilisations a profondément imprégné le continent, par leurs langues, leurs architectures urbaines, leur imaginaire. La terminaison « stan » renvoie à la langue perse, « lieu », « espace », « État », tandis que pour chacun des cinq pays leur nom commence par celui des peuples qui les habitent en majorité. Surtout, dans cette histoire profonde, l'islam, religion quasiment exclusive dans tout cet espace, a dû composer au xx^e siècle avec une autre idéologie, le communisme, et cohabiter au sein de l'Union soviétique.

– Un autre trait commun plus récent, qui justifie que l'on rassemble ces pays, est en effet l'**héritage soviétique**. Son bilan comporte nombre d'aspects négatifs, communs à l'Empire, notamment une exploitation désordonnée des ressources et un environnement dégradé. Mais il a façonné leur structure étatique et sauvegardé leur autonomie culturelle. Les républiques disposaient d'autorités

publiques certes calquées sur un modèle uniforme et centralisé, mais elles étaient administrées localement dans des conditions respectueuses des ethnies locales. Le fédéralisme était la réponse qui conciliait uniformité socialiste et identité nationale, même si celle-ci tendait, comme toute identité, à cultiver le passé et à le réduire au folklore. Cette identité a été, ici comme ailleurs dans l'espace soviétique, en quelque sorte gelée.

En outre, une politique des minorités d'origine stalinienne savait encourager le maintien au sein des républiques de différences ethniques qui assuraient la prépondérance de Moscou. Les cartes des populations des États d'Asie centrale, souvent en peau de léopard, montrent ce découpage, historique ou provoqué, mais durable. L'URSS assurait une coexistence pacifique qui s'est globalement maintenue en Asie centrale, alors qu'elle est devenue conflictuelle au Caucase du Sud par exemple.

– Le communisme moscovite et athée qui a baigné l'Asie centrale durant la plus grande partie du xx^e siècle n'y a pas fait disparaître l'**islam**. De même que la religion orthodoxe a repris son empire en Russie après la chute de l'URSS, l'islam n'avait été que superficiellement marginalisé durant la période soviétique. Le régime tolérait son existence et ne s'était pas lancé dans une guerre religieuse frontale, se contentant de combattre les obstacles les plus visibles à la modernité comme le voile des femmes. Il a sans doute espéré que,

comme d'autres religions, il s'étiolerait avant de s'effacer progressivement.

En réalité, l'islam s'est imposé comme un élément de civilisation et de sociabilité prégnant dès l'indépendance. Dès avant, il progressait souterainement, et nombre de dirigeants pouvaient se référer, dans le même discours, à la fois à Marx et à Mahomet. Au demeurant, ils pouvaient très bien s'entendre. N'a-t-on pas écrit que l'islam était le communisme des pays du soleil ? L'intervention soviétique en Afghanistan en 1979 a cependant réveillé un islam politique antisoviétique et favorisé l'implantation discrète d'extrémistes qui échappaient aux persécutions et pouvaient trouver un asile dans des républiques protégées. Les nouveaux États se réfèrent à un islam officiel, et sont à des titres divers confrontés à un jihadisme qu'ils s'efforcent de contenir.

– Avec cette hybridation entre modèle soviétique et islam, les États issus de l'URSS n'ont pas réellement récusé le **modèle étatique** dont ils ont hérité. Ils sont tous à des degrés divers des régimes autoritaires et personnalisés, avec une tendance à encourager le culte de la personnalité. Ils empruntent encore à la Russie actuelle la puissance des oligarques, tandis que le côté caricatural des prédateurs familiales des dirigeants évoque aussi certains pays du tiers-monde.

L'héritage soviétique les rapproche cependant de l'Europe, et c'est lui qui en a fait des membres de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. À cet égard, ils apparaissent plus modernes que leurs voisins du Sud – le cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, en est un symbole. Ces États n'ont pas non plus récusé l'influence de la Russie, même s'ils souhaitent la relativiser et s'ouvrir vers d'autres partenariats, la Chine, les États-Unis et l'Union européenne notamment. Leurs choix de politique extérieure peuvent être différents, mais ils apprécient, d'un côté les investissements étrangers, chinois en particulier, et, de l'autre, la sécurité que peut apporter la Russie sur leurs marges méridionales troublées, spécialement l'Afghanistan.

Sogdiane

www.capeurope.eu/fr/actualites/sogdiane

Ce dossier de *Questions internationales* a bénéficié de l'expertise du CAPE, Centre d'analyse de la politique étrangère, un *advocacy think tank*, défendant l'idée d'Europe puissance dans un xxi^e siècle en pleine recomposition du jeu diplomatique international. Groupe de réflexion associé au CAPE, Sogdiane s'attache à proposer une analyse approfondie des questions stratégiques de l'espace eurasiatique.

À l'heure où les « routes de la soie » chinoises et l'Union économique eurasiatique (UEE) prennent forme dans l'espace eurasiatique, CAPE-Sogdiane a vocation à devenir une plateforme de réflexion et d'échanges sur les enjeux de cet espace important pour les intérêts européens.

Cinq États, un avenir divisé

– Les divisions sont d'abord objectives, **géographiques et humaines**. Elles soulignent les particularités de chacun des États. Elles sont géographiques, puisque dans un espace aussi vaste les différences



© Bayram Balci

Cérémonie à l'occasion de la fête nationale ouzbèke à Samarcande. Fête chaque 21 mars dans toute l'Asie centrale, le Navruz marque le nouvel an et le début du printemps.

sont profondes. Bien sûr, un climat continental est commun à l'ensemble, mais certaines zones sont montagneuses, Kirghizstan et Tadjikistan spécialement, et d'autres sont constituées d'immenses plateaux semi-désertiques, comme au Kazakhstan. L'eau est abondante près des montagnes. Deux fleuves traversent l'Asie centrale, l'Amou-Daria et le Syr-Daria qui se jettent tous deux dans la mer d'Aral. Le bassin de cette mer, en réalité un lac salé, réunit les cinq États d'Asie centrale. L'assèchement de la mer d'Aral est la conséquence de la mise en application de méthodes d'agriculture préconisées par les planificateurs soviétiques, assèchement auquel les utilisations actuelles ne portent pas remède

Divisions humaines puisque le peuplement est très diversifié et que la densité peut aller de un à dix. Hormis l'Ouzbékistan, ces États connaissent une densité de population parmi les plus faibles du monde. Le peuplement des cinq États est également très inégal, des 31 millions d'habitants de l'Ouzbékistan aux 5 millions du Turkménistan. Quant à leur

dimension, le territoire géant du Kazakhstan domine l'ensemble dont il occupe près de la moitié, plus de deux millions et demi de kilomètres carrés, cependant que le Tadjikistan ne compte que 143 000 kilomètres carrés. Entre les deux, le plus peuplé, l'Ouzbékistan, a une taille comparable à celle de la France avec 447 000 kilomètres carrés. La croissance démographique est en revanche moins hétérogène. Elle oscille suivant les pays entre 2,2 % et 1,45 % par an.

– Les différences sont ensuite **économiques**. Elles ne sont pas moins frappantes. Le PIB du Kazakhstan est par exemple près de vingt-huit fois plus élevé que celui du Kirghizstan, et le PIB par habitant du premier dix fois supérieur à celui du second. L'amplitude se confirme avec l'indice de développement humain, qui place le Kazakhstan en cinquante-neuvième position dans le monde

et le Tadjikistan à la cent vingt-neuvième. Le taux de chômage officiel oscille entre 4 % pour le Kazakhstan et près de 11 % pour le Tadjikistan. Quant au taux de croissance, il est négatif pour le Kazakhstan en 2015 et de plus de 6 % pour le Turkménistan la même année. Chaque pays dispose de sa propre monnaie. Il faut enfin tenir compte des transferts de fonds provenant des travailleurs de ces pays émigrés à l'étranger, notamment en Russie.

Les parts respectives de l'industrie et de l'agriculture dans les économies nationales sont variées. Pour l'industrie, elles vont de 48 % au Turkménistan à 21,7 % au Tadjikistan. L'agriculture représente 27,5 % du PIB du Turkménistan et seulement 5 % de celui du Kazakhstan. Entre ces extrêmes, on constate des situations variées qui soulignent l'absence d'homogénéité économique des États d'Asie centrale. Ils disposent pour la plupart de ressources naturelles importantes, notamment en pétrole et en gaz, sauf les pays montagneux comme le Kirghizstan et le Tadjikistan tributaires de l'eau des glaciers himalayens, source de tensions parfois vives avec leurs voisins de l'aval. Mais l'exploitation et le transport des hydrocarbures sont difficiles, l'enclavement n'étant pas le moindre problème de la région. L'économie rejoint ici la politique, puisque leurs richesses, exploitées ou potentielles, sont un élément important de l'attractivité de ces pays et de l'intérêt international qu'ils suscitent.

– En tant que **pays enclavés**, les cinq États ont des intérêts convergents, notamment dans le domaine des communications, terrestres ou ferroviaires, mais aussi des tubes qui traversent leur sol et transportent les hydrocarbures à l'extérieur. Ils peuvent être en concurrence sur ce plan et n'ont pas d'organisation régionale qui leur soit commune, peut-être par défaut d'un leadership parmi eux.

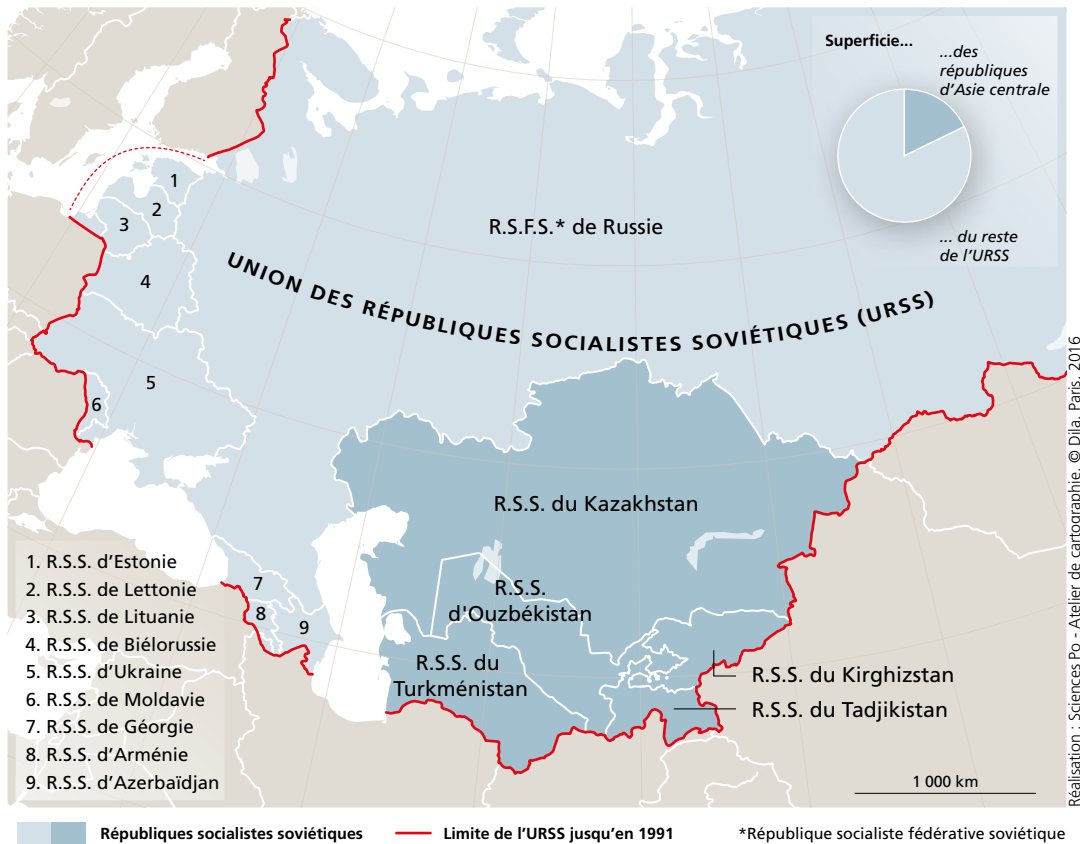
Enclavés territorialement, les cinq États ne le sont pas diplomatiquement. Mais les organisations auxquels ils participent sont dominées par de grandes puissances extérieures. La Russie et la Chine sont à l'œuvre. Pour la première, c'est la Communauté des États indépendants (CEI), tentative russe de maintenir des liens avec les anciennes républiques soviétiques, à laquelle ils participent tous. C'est surtout l'Union économique eurasiatique (UEE). Issue d'une initiative russe, elle aspire à imiter le modèle de l'Union européenne. Elle regroupe avec la Russie les anciennes républiques qui en sont restées les plus proches, dont la

Biélorussie et l'Arménie. Le Kazakhstan a été le plus rapide à y adhérer et les autres pays d'Asie centrale la rejoignent progressivement. Quant à la Chine, c'est la mythique route de la soie qu'elle aimerait réactiver sous le nom de *One Belt, One Road*, un transit terrestre vers l'Asie Mineure, le Proche et le Moyen-Orient et l'Europe.

Les cinq États participent encore, sur un plan plus politique, idéologique et culturel, à l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui comprend 57 membres sur la base d'une solidarité religieuse et dont le siège est en Arabie saoudite. Ils échappent alors à la présence lourde des grands voisins, et retrouvent d'autres partenaires du Sud. Le Tadjikistan puis le Kazakhstan ont présidé l'OCI en 2010 et en 2011, attirant l'attention du monde musulman sur Douchanbé et Astana. Œcuméniques, leur participation à l'OSCE peut les rapprocher aussi des États-Unis et de l'Union européenne. Le Kazakhstan a même présidé l'organisation en 2010, suscitant l'inquiétude de diverses ONG, car les droits de l'homme ne sont pas son fort. Ils n'échappent pas en revanche aux grands voisins avec l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), à laquelle ils ont progressivement adhéré. Ils y retrouvent l'Inde et le Pakistan, en plus de la Russie, de la Chine et d'autres. Cette organisation, qui permet aux deux grands de se surveiller pacifiquement, a des objectifs politiques, économiques et sécuritaires. Il s'agit dans l'ensemble d'organisations récentes, qui demandent à être consolidées et dont les compétences et pouvoirs sont réduits.

– Pour ce qui est des **questions de sécurité**, les cinq États sont dans une large mesure et à des degrés variés confrontés à des menaces identiques, mais chacun apporte ses propres réponses. En termes de menaces, tout ce qui rappelle la situation de l'Afghanistan proche est pour eux un repoussoir. Ils sont soucieux de prévenir toute contagion sur leur propre sol dans une région où les frontières sont particulièrement difficiles à contrôler. Or, trois de ces États ont des frontières communes avec l'Afghanistan – le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Le Turkménistan a déclaré une neutralité permanente. L'Ouzbékistan a proclamé sa neutralité et rejette la présence sur son territoire de bases militaires étrangères. Certains pays, en revanche, ont accepté des bases aériennes, américaines ou françaises, en lien avec l'intervention en

L'Asie centrale et la dissolution de l'URSS (1991)



Afghanistan après le 11 septembre 2001. Ils n'ont pu le faire qu'avec l'aval russe et ces bases étaient transitoires. La région intéresse beaucoup plus les États-Unis pour ses ressources, et il leur suffit d'y surveiller les autres influences.

Une question plus interne de sécurité est pour tous celle de la succession des actuels dirigeants, pour la plupart issus du sérail soviétique, et qui montrent une belle longévité au pouvoir. Voilà qui les rapproche encore de pays du tiers-monde et qui conditionne leur avenir. La première génération de gouvernants post-indépendance est en voie d'effacement naturel. Des alternances ne sont pas réellement envisageables à court terme, parce que le gouvernement est généralement tenu d'une main de fer, avec un appareil de sécurité intérieure qui

maîtrise toute contestation possible, cependant que la diversité ethnique n'a pas pour le moment suscité de conflits et que les pénétrations jihadistes sont réprimées avec un savoir-faire expéditif et brutal. La prédation des groupes dirigeants, leur corruption qui correspond à un mode de gestion tribal leur permettent en outre de s'assurer une clientèle utile, un clientélisme qui rend leur domination acceptable par les populations. Vue de près, ces États ont leurs particularités et leur identité. Vue de loin, il est clair que la démocratie n'est pas l'une de leurs perspectives proches. Il faut espérer pour leurs populations des scénarios moins traumatisants que ceux qui ont marqué le monde arabe depuis cinq ou six ans ■

Serge Sur